

Les attentats de Madrid et l'échec de la lutte contre le terrorisme

par **Bernard ADAM**, directeur du GRIP

Les attentats perpétrés ce 11 mars 2004 à Madrid nécessitent d' examiner l' action menée depuis deux ans et demi dans la lutte contre le terrorisme. Que la responsabilité des attentats incombe à l' ETA ou à Al Qaïda, des constatations fondamentales peuvent être faites dans le cadre de ces deux hypothèses.

1. Globalement, il faut constater l' échec de la politique actuelle de lutte contre le terrorisme menée sous le leadership des Etats-Unis qui ont privilégié l' action militaire et unilatérale. De plus, les Américains ne remettent pas en cause le choix de ces moyens face au manque de résultats obtenus depuis plus de deux ans.
2. La méthode américaine, soutenue en Europe notamment par les gouvernements britannique et espagnol, se focalise sur la répression de groupes ou d' Etats avec des moyens militaires lourds qui ne permettent pas de cibler correctement les problèmes. La guerre en Irak a mobilisé des moyens énormes (coût de la guerre : plus de 70 milliards de dollars) alors que les buts présentés pour la justifier se sont révélés faux : aucune arme de destruction massive n' a été trouvée et le lien entre le régime de Saddam Hussein et Al Qaïda était inexistant. Selon Jeffrey Record, travaillant pour un centre de recherche de l' Armée américaine, « sous la bannière d' une guerre mondiale contre le terrorisme (...), le gouvernement américain a conduit les Etats-Unis à mener un combat injustifié et sans fin ». Selon lui, la guerre en Irak est « une guerre préventive inutile (...) qui ne participe pas à la guerre mondiale contre le terrorisme, mais a plutôt constitué un détournement de celle-ci »(1). En clair, les Etats-Unis et leurs alliés se trompent de cible et de méthode. De plus, plusieurs analystes constatent que l' intervention américaine en Irak a ouvert un nouveau front terroriste en Irak et dans le monde ; la guerre en Irak est devenue une motivation supplémentaire et une cause nouvelle pour certains groupes terroristes, à l' intérieur de l' Irak mais aussi ailleurs dans le monde(2).
3. Un problème majeur est l' erreur d' analyse dans le fondement même de la politique définie par les Etats-Unis et leurs alliés. Ils considèrent le terrorisme comme une maladie en soi, alors qu' il est le symptôme d' un mal vécu par certains groupes. Les terroristes veulent défendre une cause en commettant des actes atroces, qui sont entièrement condamnables. Mais, s' ils adoptent cette méthode, c' est le plus souvent parce qu' ils estiment qu' ils n' ont pas d' autres moyens pour se faire entendre. La lutte efficace et durable contre le terrorisme doit donc s' attaquer aux causes profondes qui motivent les responsables de tels actes. Elle exige dès lors un travail à long terme bien au-delà de la répression, qui ne produit véritablement ses effets que quelques années plus tard.
4. Il est illusoire de croire que les sociétés démocratiques dans le monde industrialisé peuvent se constituer en forteresses face au reste du monde. La mondialisation des échanges, la volonté d' accélérer la circulation des biens et des personnes (dans un but économique notamment) et la nécessité de préserver des libertés et des droits fondamentaux pour les citoyens, nécessitent une très grande ouverture et donc une très forte vulnérabilité. La sécurité est commune et collective dans le monde entier, et les risques et menaces existant n' importe où dans le monde peuvent atteindre nos sociétés. Il est dès lors essentiel que les dirigeants occidentaux, dont ceux de l' Union européenne, participent à la création d' un climat de stabilité et de sécurité partout où celui-ci n' existe pas.

5. Plus concrètement, la lutte efficace et durable contre le terrorisme nécessite de mener une politique mondiale dans un cadre multilatéral. A court terme, cela exige deux actions. D'abord la coopération policière, judiciaire et dans le domaine du renseignement afin de lutter avec finesse et discernement contre les groupes terroristes qui doivent être localisés et bien ciblés. Ceci exclut dans la quasi totalité des cas des actions militaires lourdes de type Afghanistan ou Irak. Ensuite, par la mise en place de dialogues politiques pour la recherche de solutions négociées là où des revendications risquent de s'exprimer violemment. Il s'agit donc de privilégier une dynamique de règlement pacifique et de prévention des conflits.
6. Il est urgent que l'Union européenne renforce sa politique extérieure et de sécurité dans le sens indiqué ci-dessus. Ceci nécessite une meilleure cohésion, impliquant l'adoption d'une vision commune sur les objectifs à poursuivre et sur les moyens à mettre en œuvre.

(1) Jeffrey Record, chercheur à l'Institut d'études stratégiques du Collège de guerre de l'Armée américaine. Voir « Les Etats-Unis à contre-courant », livre du GRIP n° 271-272, Editions GRIP-Complexe, mars 2004, pages 164-165.

(2) Voir Caroline Pailhe, « Bilan d'un an de guerre en Irak », Rapport du GRIP, 2004/2.



Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

Copyright © GRIP - Bruxelles/Brussels, 2003 - Webmaster

La reproduction des informations contenues sur ce site est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et du nom de l'auteur.

Reproduction of information from this site is authorised, except for commercial purposes, provided the source and the name of the author are acknowledged.